



Rapport financier semestriel
au 30 juin 2011

Rapport Financier Semestriel

au 30 juin 2011

Sommaire

Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels résumés	13
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle	39
Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel	41

Rapport semestriel d'activité

au 30 juin 2011

Faits marquants de la période	4
Trafic	4
Tarifs	4
Péage	5
Investissements	5
Financements	7
Principales transactions avec les parties liées	7
Facteurs de risques	7
1. Chiffre d'affaires	7
1.1. Recettes de péage	9
1.2. Produits des installations commerciales	9
1.3. Produits des locations de fibres et pylônes	9
2. Résultats	9
2.1. Résultat opérationnel	9
2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	10
2.3. Charge d'impôts	10
2.4. Résultat net	10
3. Bilan	11
4. Flux de trésorerie	11
5. Comptes Sociaux	12
5.1. Chiffre d'affaires	12
5.2. Résultat net	12

Faits marquants de la période

Au cours de ce 1^{er} semestre 2011, le Groupe ASF a intensifié ses actions dans le domaine des services et participé activement au lancement de la Fondation VINCI Autoroutes pour une conduite responsable dédiée à la lutte contre l'insécurité routière.

Au terme du quatorzième avenant à la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, approuvée par décret du 7 février 1992 et au cahier des charges annexé à cette convention, il a été convenu que :

" Pour les exercices 2011 et 2012, l'évolution des tarifs de péage (HT) applicable aux véhicules de la classe 1 sera majorée d'une hausse de 0,35 % en 2011 et 0,17 % en 2012 en compensation de l'augmentation du tarif de la taxe d'aménagement du territoire prévue par la loi de finances initiale pour 2011 ".

Escota, pour sa part, a signé avec l'État un treizième avenant à son contrat de concession au titre duquel il a été convenu que,

" Pour les exercices 2011 et 2012, l'évolution des tarifs de péage (HT) applicable aux véhicules de la classe 1 sera majorée d'une hausse de 0,30 % en 2011 et 0,14 % en 2012 en compensation de l'augmentation du tarif de la taxe d'aménagement du territoire prévue par la loi de finances initiale pour 2011 ".

Au cours du premier semestre, les sociétés ASF et Escota ont rencontré l'État concédant pour des premières réunions consacrées à la préparation de prochain contrat de plan 2012/2016.

Trafic

L'évolution du trafic au cours de ce premier semestre doit être analysée en tenant compte de quatre éléments :

- une météorologie beaucoup plus favorable en 2011 en regard des intempéries importantes enregistrées au cours du 1^{er} semestre 2010 qui avaient touché une grande partie des réseaux ASF et Escota ;
- des effets calendaires significatifs du fait de reports de vacances scolaires ou de jours fériés par rapport à l'année 2010 ;
- les prix du gazole en augmentation de plus 5 % sur les six premiers mois de l'année après une hausse de 18 % pour l'année 2010 ;
- une évolution contrastée des économies nationales, notamment en France, Espagne, Portugal et Italie.

ASF et Escota ont enregistré au cours du 1^{er} semestre 2011 une progression de leur trafic à réseau stable de 1 % par rapport au même semestre de l'année précédente :

- 0,7 % pour les véhicules légers qui représentent 85 % du trafic total ;
- 2,6 % pour les poids lourds.

Le nombre de kilomètres parcourus pour ASF et Escota s'est élevé à 16 160 millions pour ce 1^{er} semestre 2011 (16 002 millions pour la même période de 2010), soit une progression de 1 %.

KMP (en millions)	1 ^{er} semestre 2011			%	1 ^{er} semestre 2010			%	Évolution (Groupe)	%
	ASF	Escota	ASF + Escota		ASF	Escota	ASF + Escota			
VL	10 873	2 866	13 739	85,0 %	10 804	2 839	13 643	85,3 %	96	0,7 %
PL	2 100	321	2 421	15,0 %	2 047	312	2 359	14,7 %	62	2,6 %
VL + PL	12 973	3 187	16 160	100,0 %	12 851	3 151	16 002	100,0 %	158	1,0 %

Le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur l'ensemble du réseau ressort à 29 329 véhicules/jour pour le 1^{er} semestre 2011 (29 074 véhicules/jour pour la même période de 2010), soit une croissance de 0,9 %.

Tarifs

Les tarifs de péage du réseau autoroutier ont augmenté le 1^{er} février 2011 en application de leurs cahiers des charges :

- pour ASF, de 2,47 % pour les véhicules des classes 1, 2 et 5, de 3,39 % pour les véhicules de classe 3 et de 3,87 % pour les véhicules de classe 4 ;
- pour Escota, de 2,49 % pour les véhicules de la classe 1, 2, de 4,19 % pour les véhicules de la classe 3, de 4,33 % pour les véhicules de la classe 4 et de 1,35 % pour les véhicules de la classe 5.

Péage

Les recettes de péage se sont élevées pour le 1^{er} semestre 2011 à 1 442,6 millions d'euros soit une progression de 3,8 % comparé à 1 389,5 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010.

Elles se répartissent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011			1 ^{er} semestre 2010			% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Chiffre d'affaires Péage	1 134,6	308,0	1 442,6	1 092,6	296,9	1 389,5	3,8 %

Le nombre de transactions payantes a progressé de 0,8 % avec 317 millions de transactions enregistrées au cours du 1^{er} semestre 2011 comparé à 314,6 millions pour la même période de 2010.

La fréquentation des voies automatiques augmente de 9,9 % avec 300,6 millions de transactions sur le 1^{er} semestre 2011 (273,6 millions de transactions au 1^{er} semestre de 2010).

Le taux de transactions traitées en voies automatiques a progressé au 1^{er} semestre 2011 pour atteindre 94,8 % (87 % au 1^{er} semestre 2010).

Cette progression notable est due :

- au déploiement de nouvelles voies automatiques ainsi qu'à l'augmentation de l'attractivité de celles déjà en exploitation sur le réseau et
- à la progression significative du télépéage VL.

La répartition des transactions par mode de collecte d'ASF et d'Escota est la suivante :

Nature transactions <i>(en millions)</i>	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Évolution 2011 vs 2010	Répartition	
				Répartition 2011	Répartition 2010
Voies manuelles	16,4	41,0	- 60,0%	5,2%	13,0%
Voies automatiques	165,6	152,5	8,6%	52,2%	48,5%
Télépéage	135,0	121,1	11,5%	42,6%	38,5%
Sous-total voies automatiques et télépéage	300,6	273,6	9,9%	94,8%	87,0%
Total	317,0	314,6	0,8%	100,0%	100,0%

Le nombre d'abonnés au télépéage VL sur les deux sociétés au 30 juin 2011 est de 883 053 pour un nombre de badges en circulation de 1 100 180 (respectivement 735 506 et 926 579 au 30 juin 2010).

Investissements

ASF et Escota ont réalisé 508,4 millions d'euros d'investissements au cours du 1^{er} semestre 2011 comparé à 320,9 millions pour la même période de 2010, en hausse significative :

Type d'investissement <i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011			1 ^{er} semestre 2010			% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota	
Construction nouvelles sections ^(*)	217,6		217,6	150,6		150,6	44,5 %
Investissements complémentaires sur autoroutes en service ^(*)	171,4	97,8	269,2	82,0	63,1	145,1	85,5 %
Immobilisation d'exploitation ^(*)	14,5	7,1	21,6	16,3	8,9	25,2	- 14,3%
Total	403,5	104,9	508,4	248,9	72,0	320,9	58,4%

^(*) Y compris production immobilisée, intérêts intercalaires, subventions et participations financières.

Liaisons nouvelles

A89 – Balbigny/La Tour-de-Salvagny (53 km)

Les travaux de réalisation des huit viaducs et des terrassements en grande masse progressent conformément au calendrier prévisionnel sur l'ensemble de la section dont la mise en service est prévue en décembre 2012 :

- les premiers tubes des tunnels de la Bussière (2x1 000 mètres) et de Chalosset (2x700 mètres) ont été effectivement percés en mars et avril 2011;
- concernant le tunnel de Violay (2x3 900 mètres), le percement complet du 1^{er} tube a été réalisé le 22 juin 2011;
- la fabrication des équipements des tunnels est engagée;
- la construction du centre d'entretien et des gares de péage a débuté au printemps 2011.

A87 Sorges – Mûrs Erigné (7 km)

Le nouveau viaduc de franchissement de la Loire a été inauguré le 14 juin 2011 et sera mis en service en juillet 2011.

Les travaux d'élargissement en section courante se poursuivent, avec un objectif de mise à 2x3 voies de l'ensemble de cette section mi 2012.

Élargissements et aménagements de capacité

A63 – Biriadou/Ondres: élargissement à 2x3 voies (39 km)

- La première partie de la tranchée couverte de Saint-Pierre d'Irube a été ouverte à la circulation le 1^{er} septembre 2010 ainsi que la partie "diffuseur" de la bifurcation A63/A64. Le viaduc de Mousserolles (viaduc d'Ametzondo), qui franchit la RD1, a été livré à la même date. Restent à réaliser sur ce nœud autoroutier, les bretelles assurant les échanges inter-autoroutes.
- Le nouveau viaduc sur l'Adour, démarré au mois de mai 2009, a été livré le 17 mai 2011.
- Les travaux de TOARCHE (Terrassement, Ouvrages d'art, Rétablissements, Chaussées, Équipements) en section courante de la section Biarritz/Ondres (18 km) ont enregistré en 2010 des avancées significatives. L'achèvement de cette section devrait intervenir avec plusieurs mois d'avance par rapport aux délais contractuels.
- L'avancement de la section sud, Biriadou/Biarritz, reste subordonné aux discussions entre l'État et les collectivités locales sur le statut du péage à l'échangeur de Saint-Jean-de-Luz sud.

A9 – Perpignan Nord/Le Boulou: élargissement à 2x3 voies (31 km)

Les travaux d'élargissement des ouvrages d'art de la section Perpignan Nord/Perpignan Sud ont progressé conformément au calendrier prévisionnel. Les travaux sont désormais engagés sur tous les ouvrages, y compris le viaduc de la Têt.

Le marché principal de travaux en grandes masses (y compris les écrans acoustiques et la signalisation verticale) a été dévolu au 2nd semestre 2010.

L'objectif de mise en service à 2x3 voies de la nouvelle section Perpignan Nord/Perpignan Sud est le 30 juin 2013, au plus tard.

Par ailleurs, les études et acquisitions foncières de la section Perpignan Sud/Le Boulou progressent normalement.

Autres investissements sur autoroutes en service

- Échangeur de Montgiscard: les travaux sont en voie d'achèvement, dans l'objectif de livrer ce nouvel échangeur à l'automne 2011.
- A63: aménagement de la capacité de la barrière de Bénèze/Maremne: la nouvelle gare de péage a été mise en service fin mars 2011.

Concernant Escota, les investissements portent notamment sur:

- les travaux de mise aux nouvelles normes de sécurité des tunnels sur l'A8 pour le contournement de Nice jusqu'à La Turbie et entre La Turbie et la frontière italienne;
- les travaux d'élargissements de l'A8 à 2x3 voies de la section Chateaufort-Le-Rouge/Saint-Maximin, de l'A50 à 2x3 voies de la section La Ciotat/Bandol.

Financements

Au cours du 1^{er} semestre 2011, ASF n'a pas réalisé d'émission obligataire dans le cadre de son programme EMTN.

Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note F.16. "Transactions avec les parties liées" de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

Facteurs de risques

Les principaux risques liés à l'exploitation auxquels le Groupe ASF pourrait être confronté tiennent en particulier au trafic et à l'acceptabilité du péage et des tarifs par les usagers, la quasi-totalité des revenus étant constituée par les recettes de péage. Le trafic peut également être affecté par le niveau de prix des carburants.

Les principaux risques financiers sont détaillés dans la note C.16. "Informations relatives à la gestion des risques financiers" du rapport financier annuel consolidé 2010.

1. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	% évolution
Chiffre d'affaires péages	1 442,6	1 389,5	3,8 %
Redevances des installations commerciales	20,4	20,2	1,0 %
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	11,3	10,9	3,7 %
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 474,3	1 420,6	3,8 %
Chiffre d'affaires travaux réalisé par les sociétés concessionnaires	427,1	281,6	51,7 %
Total chiffre d'affaires	1 901,4	1 702,2	11,7 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ASF pour les 1^{ers} semestres 2011 et 2010 se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	% évolution
Chiffre d'affaires péages	1 442,6	1 389,5	3,8 %
dont ASF	1 134,6	1 092,6	3,8 %
dont Escota	308,0	296,9	3,7 %
Redevances des installations commerciales	20,4	20,2	1,0 %
dont ASF	17,0	17,2	-1,2 %
dont Escota	3,4	3,0	13,3 %
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	11,3	10,9	3,7 %
dont ASF	5,4	5,1	5,9 %
dont Escota	1,5	1,6	-6,3 %
dont RTFM	0,7	0,6	16,7 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	0,9	33,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,4	2,6	-7,7 %
Chiffres d'affaires hors chiffre d'affaires travaux	1 474,3	1 420,6	3,8 %
dont ASF	1 157,0	1 114,9	3,8 %
dont Escota	312,9	301,5	3,8 %
dont RTFM	0,7	0,6	16,7 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	0,9	33,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,4	2,6	-7,7 %
Chiffre d'affaires travaux	427,1	281,6	51,7 %
dont ASF	349,8	239,5	46,1 %
dont Escota	77,3	42,1	83,6 %
Chiffre d'affaires	1 901,4	1 702,2	11,7 %
dont ASF	1 506,8	1 354,4	11,3 %
dont Escota	390,2	343,6	13,6 %
dont RTFM	0,7	0,6	16,7 %
dont Truck Etape	0,1	0,1	0,0 %
dont Openly	1,2	0,9	33,3 %
dont Jamaican Infrastructure Operator	2,4	2,6	-7,7 %

L'analyse comparative des chiffres d'affaires (hors chiffre d'affaires travaux) pour les sociétés ASF et Escota se présente ainsi :

Produits <i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011			1 ^{er} semestre 2010			Évolution (Groupe)	% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota		
Recettes de péage	1 134,6	308,0	1 442,6	1 092,6	296,9	1 389,5	53,1	3,8 %
Installations Commerciales	17,0	3,4	20,4	17,2	3,0	20,2	0,2	1,0 %
Fibres et pylônes	5,4	1,5	6,9	5,1	1,6	6,7	0,2	3,0 %
Total Chiffre d'affaires	1 157,0	312,9	1 469,9	1 114,9	301,5	1 416,4	53,5	3,8 %

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2011 (hors chiffre d'affaires travaux) des seules sociétés ASF et Escota s'établit à 1 469,9 millions d'euros, soit une progression de 3,8 % par rapport à la même période de 2010 (1 416,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

1.1. Recettes de péage

Les recettes de péage enregistrent une progression de 3,8 % ; elles se sont élevées à 1 442,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 (1 389,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Cette évolution est due à la combinaison des deux principaux facteurs suivants :

- effet trafic réseau stable : + 1,0 % ;
- effet tarif et remises : + 2,8 %.

Les recettes de péage se ventilent ainsi par nature de moyens de paiement :

Produits (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011			1 ^{er} semestre 2010			Évolution (Groupe)	% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	ASF + Escota	ASF	Escota	ASF + Escota		
Paiements immédiats	121,2	48,6	169,8	134,2	53,5	187,7	(17,9)	- 9,5%
Abonnés	13,4	57,3	70,7	13,3	53,0	66,3	4,4	6,6 %
Télépéage	515,1	93,5	608,6	472,3	84,1	556,4	52,2	9,4 %
Cartes Bancaires	388,1	86,8	474,9	374,7	85,4	460,1	14,8	3,2 %
Cartes Accréditives	96,5	21,6	118,1	97,6	20,7	118,3	(0,2)	- 0,2%
Refacturations	0,3	0,2	0,5	0,5	0,2	0,7	(0,2)	- 28,6%
Recettes de Péages	1 134,6	308,0	1 442,6	1 092,6	296,9	1 389,5	53,1	3,8 %

1.2. Produits des installations commerciales

Le chiffre d'affaires des installations commerciales de 20,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 est en hausse de 1 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 (20,2 millions d'euros).

1.3. Produits des locations de fibres et pylônes

Les produits de l'activité de location de fibres optiques et de pylônes sont stables passant de 6,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 à 6,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

2. Résultats

2.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 740 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, soit une progression de 7,9 % (53,9 millions d'euros) par rapport à la même période de 2010 (686,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Cette hausse constatée résulte principalement de la progression du chiffre d'affaires de l'activité de 53,7 millions d'euros.

Les charges opérationnelles, en hausse de 14,6 % s'élèvent à 1 166,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (1 018,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010). Elles intègrent notamment les charges de construction engagées pour la réalisation des ouvrages concédés qui ont augmenté de 51,7 % passant de 281,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010 à 427,1 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011.

Hors ces charges de construction, les charges opérationnelles sont de 739,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 (736,9 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010), soit une progression de 0,4 %.

Parmi les éléments contribuant à cette variation des charges opérationnelles de 14,6 %, on peut noter :

- la baisse de 8,7 % des " achats consommés nets " qui s'élèvent à 13,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (15 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010). Cette baisse de 1,3 million d'euros correspond aux charges relatives à la période hivernale particulièrement favorable sur le 1^{er} semestre 2011 comparativement à la même période de 2010 ;

- la hausse de 43,8 % des "**charges externes**" (services extérieurs, personnel intérimaire, sous-traitance et charges de construction des sociétés concessionnaires et autres produits et charges opérationnels) qui passent de 361,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 à 519,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en augmentation de 158,4 millions d'euros. Cette augmentation intègre notamment les charges de construction engagées pour la réalisation des ouvrages concédés qui ont augmenté de 51,7 % passant de 281,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010 à 427,1 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011.

Hors ces charges de construction, les charges externes sont en hausse de 16,2 %. Elles passent de 79,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 à 92,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette hausse de 12,9 millions d'euros correspond pour partie aux dépenses d'entretien des infrastructures en hausse de 9,4 millions d'euros.

- l'augmentation de 3,5 % des "**impôts et taxes**" : 195,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 (188,8 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010). Cette évolution est principalement due à l'augmentation du tarif de la taxe d'aménagement du territoire.
- la baisse de 3,5 % des "**charges de personnel**" : 174,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2011 (180,8 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010);
- la hausse de 1,3 % des "**amortissements**" nets : 272,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (268,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010);
- la baisse des "**dotations nettes aux provisions**" qui génèrent un produit de 8,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (charge de 4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010);
- la hausse des charges relatives aux "**paiements en actions**" qui se sont élevées à 1,5 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 (1 million d'euros au 1^{er} semestre 2010);
- l'augmentation de la quote-part de "**résultats des entreprises associées**" qui est passée d'une charge de 0,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2010 à un profit de 4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

2.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net, en baisse de 1 % s'élève à 233,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (235,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

- Cette diminution nette de 2,3 millions d'euros s'explique principalement par l'effet favorable de la baisse des charges liée aux remboursements, en 2010 et 2011, de dettes dont le taux est supérieur au taux moyen de la période;
- partiellement compensée par la hausse des taux courts sur le coût des dettes à taux variables et à taux variables capés.

Les autres produits et charges financiers font ressortir un produit net de 28,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à comparer à un produit net de 10,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

2.3. Charge d'impôts

La charge d'impôt, correspondant à l'impôt sur les sociétés et les impôts différés, est de 186,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 15 % par rapport à la même période de 2010 (161,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010). Le taux effectif d'impôt est proche de 35,1 % sur le 1^{er} semestre 2011 comme sur le 1^{er} semestre 2010.

2.4. Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 348,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 16,6 % par rapport à celui de la même période de 2010 (298,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Le résultat net part du Groupe par action est de 1,507 euro par action pour le 1^{er} semestre 2011 (1,292 euro pour le 1^{er} semestre 2010).

La part des intérêts minoritaires est de 0,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 (0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2010).

3. Bilan

Le total des actifs non courants inscrits au bilan au 30 juin 2011 est de 12 301,5 millions d'euros en valeur nette soit une augmentation de 238,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010 (12 063,2 millions d'euros).

Cette augmentation est principalement liée à la progression au 1^{er} semestre 2011 de la valeur brute des immobilisations de construction et d'exploitation acquises (511,7 millions d'euros) supérieure à celle des amortissements (279,6 millions d'euros).

Elle tient compte également de la diminution de la juste valeur des produits dérivés actifs qui passe de 156,5 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 154,8 millions d'euros au 30 juin 2011 et de l'augmentation des participations dans les sociétés mises en équivalence de 5,1 millions d'euros.

Le total de l'actif courant, soit 555,4 millions d'euros au 30 juin 2011, est en augmentation de 18,5 millions d'euros (536,9 millions d'euros au 31 décembre 2010) du fait principalement de la hausse des disponibilités et équivalents de trésorerie de 45,1 millions d'euros et des actifs d'impôt exigible de 13,3 millions d'euros partiellement compensée par la baisse des clients de 10,1 millions d'euros, des autres actifs courants d'exploitation de 27,1 millions d'euros et de la juste valeur des produits dérivés actifs courants de 3,5 millions d'euros.

Les capitaux propres part du Groupe diminuent de 126,3 millions d'euros et s'élèvent au 30 juin 2011 à 561,5 millions d'euros (687,8 millions d'euros au 31 décembre 2010). Cette diminution résulte de la distribution du dividende ordinaire de l'exercice 2010 (718,3 millions d'euros) moins l'acompte sur dividendes versé en septembre 2010 (247,1 millions d'euros), du résultat du 1^{er} semestre 2011 (348,1 millions d'euros), du résultat enregistré directement en capitaux propres venu augmenter ces derniers de 0,6 million d'euros et des réserves de conversion venues diminuer ces derniers de 0,4 million d'euros.

Le total des passifs non courants au 30 juin 2011 s'élève à 9 722,5 millions d'euros (9 721,4 millions d'euros au 31 décembre 2010), soit une augmentation de 1,1 million d'euros due à la diminution de 8 millions d'euros des emprunts et de 2,3 millions d'euros des provisions non courantes, d'une part, et à l'amélioration de la juste valeur des produits dérivés pour 8 millions d'euros, à l'augmentation des autres passifs non courants pour 2 millions d'euros et des impôts différés passifs pour 1,4 million d'euros, d'autre part.

Le total des passifs courants s'établit à 2 569,6 millions d'euros au 30 juin 2011 en hausse de 382,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010 (2 186,9 millions d'euros). Cette hausse est due principalement à l'augmentation de 394 millions d'euros de la dette financière courante et des autres passifs courants hors exploitation de 86,3 millions d'euros composés exclusivement des dettes sur immobilisations consécutives à l'augmentation significative des investissements, d'une part, partiellement compensée par la baisse des passifs d'impôt exigible de 58,3 millions d'euros, d'autre part.

La diminution des provisions courantes de 7,1 millions d'euros, des fournisseurs de 15,9 millions d'euros, de la juste valeur des produits dérivés passifs courants de 8,1 millions d'euros et des autres passifs courants d'exploitation de 8,2 millions d'euros expliquent le solde de cette évolution.

Après prise en compte de ces différents éléments, **l'endettement financier net du Groupe** s'élève à 10 576,2 millions d'euros au 30 juin 2011 (10 230,2 millions d'euros au 31 décembre 2010) en augmentation de 346 millions d'euros.

4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du Groupe fait apparaître **une trésorerie nette de clôture** de 98,9 millions d'euros en augmentation de 45,1 millions d'euros par rapport à la trésorerie d'ouverture (53,8 millions d'euros).

Cette variation s'analyse comme suit :

- le Groupe dégage **une capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt** (CAFICE) de 998,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, soit près de 5,6 % de plus que la CAFICE du 1^{er} semestre 2010 (944,9 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'élèvent à 482,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 soit près de 6,6 % de plus par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2010 (452,6 millions d'euros) ;
- **les flux nets liés aux opérations d'investissements** représentent 390,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 soit 31,1 % de plus par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2010 (297,9 millions d'euros) ;
- **les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement** sont négatifs de 46,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à comparer à des flux négatifs de 282,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Ils intègrent pour l'essentiel les dividendes payés aux actionnaires d'ASF (471,2 millions d'euros), les remboursements d'emprunts et les variations positives des lignes de crédit pour un total de 431,8 millions d'euros, et l'impact négatif des dérivés (mise en place et résiliation) pour un montant payé de 6,2 millions d'euros.

5. Comptes Sociaux

5.1. Chiffre d'affaires

Au niveau des comptes sociaux de la société ASF, le chiffre d'affaires s'établit pour le 1^{er} semestre 2011 à 1 157 millions d'euros, soit une progression de 3,8 % par rapport à la même période de 2010 (1 114,9 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2010).

5.2. Résultat net

Le résultat net du 1^{er} semestre 2011 s'établit à 422,8 millions d'euros, en hausse de 13 % par rapport à la même période de 2010 (374 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Il intègre notamment un montant de dividende reçu de la filiale Escota de 178,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (160,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011

ÉTATS FINANCIERS	14
Compte de résultat consolidé de la période	14
État du résultat global consolidé de la période	15
Bilan consolidé actif	16
Bilan consolidé passif	17
Tableau des flux de trésorerie consolidés	18
Variation des capitaux propres consolidés	19
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS	20
A. Saisonnalité de l'activité	21
B. Principes comptables et méthodes d'évaluation	21
C. Information sectorielle	24
D. Notes relatives au compte de résultat	24
E. Notes relatives au bilan	28
F. Autres notes	37
G. Litiges et arbitrages	38
H. Événements postérieurs à la clôture	38

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat consolidé de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Chiffre d'affaires (*)	D.1.	1 474,3	1 420,6	3 074,1
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires		427,1	281,6	676,2
Total chiffre d'affaires		1 901,4	1 702,2	3 750,3
Produits des activités annexes		2,9	4,1	7,5
Charges opérationnelles	D.2.	(1 166,8)	(1 018,5)	(2 186,0)
Résultat opérationnel sur activité	D.2.	737,5	687,8	1 571,8
Paieement en actions (IFRS 2)	D.2.	(1,5)	(1,0)	(3,7)
Résultats des sociétés mises en équivalence		4,0	(0,7)	(0,7)
Résultat opérationnel	D.2.	740,0	686,1	1 567,4
Coût de l'endettement financier brut		(233,6)	(236,1)	(461,7)
Produits financiers des placements de trésorerie		0,4	0,6	1,3
Coût de l'endettement financier net	D.3.	(233,2)	(235,5)	(460,4)
Autres produits financiers	D.3.	28,4	19,3	41,3
Autres charges financières	D.3.	(0,2)	(8,7)	(22,8)
Impôts sur les bénéfices	D.4.	(186,2)	(161,9)	(390,4)
Résultat net de la période		348,8	299,3	735,1
Résultat net de la période - Part des intérêts minoritaires		0,7	0,8	1,4
Résultat net de la période - Part du Groupe		348,1	298,5	733,7
Résultat net de la période par action part du Groupe	D.5.			
Résultat net de la période par action <i>(en euros)</i>		1,507	1,292	3,176
Résultat net de la période dilué par action <i>(en euros)</i>		1,507	1,292	3,176

(*) Hors chiffres d'affaires travaux.

État du résultat global consolidé de la période

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Résultat net de la période		348,8	299,3	735,1
Instruments financiers: variations de juste valeur	E.10.2.	(0,9)	(51,1)	(31,8)
dont:				
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>		0,1	(0,6)	(0,5)
<i>Couverture de flux de trésorerie^(*)</i>		(1,0)	(50,5)	(31,3)
Écarts de conversion		(0,2)	0,0	0,2
Impôt ^(**)	E.10.2.	0,3	17,5	10,9
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres		(0,8)	(33,6)	(20,7)
Résultat global de la période		348,0	265,7	714,4
dont:				
Part du Groupe		347,3	264,9	713,0
Part des intérêts minoritaires		0,7	0,8	1,4

(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(**) Dont + 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 d'effets d'impôts rattachés aux variations de juste valeur des instruments financiers (17,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010), dont + 0 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 relatifs aux actifs financiers disponibles à la vente (+ 0,2 million d'euros au 1^{er} semestre 2010) et + 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 relatifs aux couvertures de flux de trésorerie (part efficace) (+ 17,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	E.6.	11 347,6	10 929,0	11 122,7
Autres immobilisations incorporelles		34,9	26,6	29,6
Immobilisations corporelles	E.7.	740,5	725,8	735,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence	E.8.	10,8	5,2	5,7
Autres actifs financiers non courants	E.9.	12,9	11,8	12,9
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	E.14.	154,8	230,6	156,5
Total actifs non courants		12 301,5	11 929,0	12 063,2
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	E.13.1.	9,6	9,2	9,1
Clients	E.13.1.	214,8	214,6	224,9
Autres actifs courants d'exploitation	E.13.1.	127,3	118,0	154,4
Autres actifs courants hors exploitation		0,0	0,1	0,1
Actifs d'impôt exigible		20,3	6,0	7,0
Actifs financiers courants		0,4	0,4	0,0
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	E.14.	83,8	100,1	87,3
Actifs financiers de gestion de trésorerie	E.14.	0,3	0,1	0,3
Disponibilités et équivalents de trésorerie	E.14.	98,9	105,4	53,8
Total actifs courants		555,4	553,9	536,9
Total actifs		12 856,9	12 482,9	12 600,1

Bilan consolidé passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Capitaux propres				
Capital social		29,3	29,3	29,3
Primes liées au Capital		0,0	0,0	0,0
Réserves consolidées		281,5	268,2	21,2
Réserves de conversion		(0,2)	0,3	0,2
Résultat net – Part du Groupe		348,1	298,5	733,7
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	E.10.2.	(97,2)	(109,3)	(96,6)
Capitaux propres – Part du Groupe		561,5	487,0	687,8
Intérêts minoritaires	E.10.4.	3,3	3,5	4,0
Total capitaux propres		564,8	490,5	691,8
Passifs non courants				
Provisions non courantes	E.12.	84,6	83,6	86,9
Emprunts obligataires	E.14.	3 773,1	3 697,8	3 775,1
Autres emprunts et dettes financières	E.14.	5 618,2	5 765,1	5 624,2
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	E.14.	68,6	77,4	60,6
Autres passifs non courants		15,2	9,8	13,2
Impôts différés passifs		162,8	157,1	161,4
Total passifs non courants		9 722,5	9 790,8	9 721,4
Passifs courants				
Provisions courantes	E.13.2.	352,2	369,8	359,3
Fournisseurs	E.13.1.	58,7	46,1	74,6
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	E.14.	30,5	51,0	38,6
Autres passifs courants d'exploitation	E.13.1.	355,9	373,8	364,1
Autres passifs courants hors exploitation		348,7	172,6	262,4
Passifs d'impôt exigible		0,0	0,1	58,3
Dettes financières courantes	E.14.	1 423,6	1 184,8	1 029,6
Trésorerie passive	E.14.	0,0	3,4	0,0
Total passifs courants		2 569,6	2 201,6	2 186,9
Total passifs et capitaux propres		12 856,9	12 482,9	12 600,1

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Résultat net consolidé de la période (y compris les intérêts minoritaires)	348,8	299,3	735,1
Dotations nettes aux amortissements	272,1	268,5	541,7
Dotations (reprises) nettes aux provisions	0,6	4,6	0,0
Païement en actions (IFRS 2) et autres retraitements	(8,9)	(6,2)	13,4
Résultat sur cessions	(1,5)	(0,1)	1,7
Variation de la juste valeur des instruments financiers	0,0	0,0	0,0
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(4,2)	0,2	0,3
Coûts d'emprunt immobilisés	(28,1)	(18,8)	(40,8)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	233,2	235,5	460,4
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	186,2	161,9	390,4
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	998,2	944,9	2 102,2
Variations du BFR et des provisions courantes	6,1	32,6	(17,6)
Impôts payés	(253,1)	(232,9)	(406,3)
Intérêts financiers nets payés	(268,7)	(293,0)	(470,2)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,0	1,0	1,0
Flux de trésorerie liés à l'activité I	482,5	452,6	1 209,1
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>(8,4)</i>	<i>(4,9)</i>	<i>(13,4)</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1,8</i>
Investissements opérationnels nets	(8,4)	(4,9)	(11,6)
Cash flow opérationnel	474,1	447,7	1 197,5
<i>Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)</i>	<i>(382,5)</i>	<i>(294,5)</i>	<i>(655,0)</i>
<i>Cession des immobilisations du domaine concédé</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>
Investissements du domaine concédé	(382,5)	(293,4)	(655,0)
Cash flow libre	91,6	154,3	542,5
<i>Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Incidence nette des variations de périmètre</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Investissements financiers nets	0,0	0,0	0,0
Autres	0,5	0,4	0,9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements II	(390,4)	(297,9)	(665,7)
Dividendes payés			
- aux actionnaires d'ASF	(471,2)	(383,4)	(630,6)
- aux minoritaires des sociétés intégrées	(1,3)	(1,1)	(1,1)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0,0	496,9	654,8
Remboursements d'emprunts et variation des autres dettes financières courantes	431,8	(376,0)	(711,5)
Variation des actifs de gestion de trésorerie	(6,2)	(18,6)	(30,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement III	(46,9)	(282,2)	(718,7)
Variation de la trésorerie nette I + II + III	45,2	(127,5)	(175,3)
Trésorerie nette à l'ouverture	53,8	229,1	229,1
Autres variations	(0,1)	0,4	0,0
Trésorerie nette à la clôture	98,9	102,0	53,8
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	6,2	18,6	30,3
(Émission) remboursement des emprunts	(431,8)	(120,9)	56,7
Autres variations	34,5	6,7	(21,3)
Variation de l'endettement net	(346,0)	(222,7)	(109,6)
Endettement net en début de période	(10 230,2)	(10 120,6)	(10 120,6)
Endettement net en fin de période	(10 576,2)	(10 343,3)	(10 230,2)

Variation des capitaux propres consolidés

	Capitaux propres part du Groupe						Minoritaires	Total
	Capital social	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Total part du Groupe		
<i>(en millions d'euros)</i>								
Capitaux propres 31/12/2009	29,3	28,8	627,0		(75,7)	609,4	3,7	613,1
Résultat net de la période			298,5			298,5	0,8	299,3
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(33,6)	(33,6)		(33,6)
Résultat global de la période			298,5		(33,6)	264,9	0,8	265,7
Affectation de résultat et dividendes distribués		243,6	(627,0)			(383,4)	(1,1)	(384,5)
Autres variations		0,1				0,1	0,1	0,2
Écarts de conversion				0,3		0,3		0,3
Paiement en actions (IFRS 2)		(4,3)				(4,3)		(4,3)
Capitaux propres 30/06/2010	29,3	268,2	298,5	0,3	(109,3)	487,0	3,5	490,5
Résultat net de la période			435,2			435,2	0,6	435,8
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					12,7	12,7		12,7
Résultat global de la période			435,2		12,7	447,9	0,6	448,5
Affectation de résultat et dividendes distribués		(247,2)				(247,2)		(247,2)
Autres variations		(0,1)				(0,1)		(0,1)
Écarts de conversion				(0,1)		(0,1)	(0,1)	(0,2)
Paiements en actions (IFRS 2)		0,3				0,3		0,3
Capitaux propres 31/12/2010	29,3	21,2	733,7	0,2	(96,6)	687,8	4,0	691,8
Résultat net de la période			348,1			348,1	0,7	348,8
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(0,2)	(0,6)	(0,8)		(0,8)
Résultat global de la période			348,1	(0,2)	(0,6)	347,3	0,7	348,0
Affectation de résultat et dividendes distribués		262,5	(733,7)			(471,2)	(1,3)	(472,5)
Variation de périmètre (voir note E.8.)		3,0		(0,2)		2,8	(0,1)	2,7
Paiements en actions (IFRS 2)		(5,2)				(5,2)		(5,2)
Capitaux propres 30/06/2011	29,3	281,5	348,1	(0,2)	(97,2)	561,5	3,3	564,8

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

A.	Saisonnalité de l'activité	21
B.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	21
C.	Information sectorielle	24
D.	Notes relatives au compte de résultat	24
D.1.	Chiffre d'affaires	24
D.2.	Résultat opérationnel	26
D.3.	Charges et produits financiers	27
D.4.	Impôts sur les bénéfices	27
D.5.	Résultat par action	27
E.	Notes relatives au bilan	28
E.6.	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	28
E.7.	Immobilisations corporelles	29
E.8.	Participations dans les sociétés mises en équivalence	29
E.9.	Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants	30
E.10.	Capitaux propres (hors paiement en actions)	31
E.11.	Paiement en actions	32
E.12.	Provisions non courantes	32
E.13.	Besoin en fonds de roulement et provisions courantes	33
E.14.	Informations relatives à l'endettement financier net	35
E.15.	Informations relatives à la gestion des risques financiers	37
F.	Autres notes	37
F.16.	Transactions avec les parties liées	37
F.17.	Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession	38
G.	Litiges et arbitrages	38
H.	Événements postérieurs à la clôture	38
	Versement d'un acompte sur dividendes	38
	Rapport annuel d'exécution	38

A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par la saisonnalité de l'activité du Groupe.

En effet, dans les sociétés de concessions autoroutières, le volume d'activité sur le premier semestre est inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale. Au cours des derniers exercices, le chiffre d'affaires du premier semestre représentait environ 46 % à 48 % du chiffre d'affaires de l'année, selon les réseaux et selon les années.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre, en raison du faible niveau des encaissements durant cette période et du profil de dégagement du *cash flow* d'exploitation, dont la plus grande partie est réalisée au second semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté semestriel.

Les charges et produits facturés sur une base annuelle (ex. redevances de brevets, licences) sont pris en compte sur la base d'une estimation annuelle au prorata de la période écoulée.

Les risques nés dans le semestre, y compris ceux dont le dénouement est prévu au second semestre de l'exercice, sont provisionnés à la clôture de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

B.1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 août 2011. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2011 sont les mêmes que ceux utilisés pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2010, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à partir du 1^{er} janvier 2011 (voir note B.1.1. "Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2011").

B.1.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2011. Elles concernent principalement :

- IAS 24 amendée "Informations sur les parties liées";
- IAS 32 amendée "Classement des droits de souscription émis";
- IFRIC 14 amendée "Paiements anticipés des exigences de financement minimal";
- IFRIC 19 "Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres";
- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiées en mai 2010.

B.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2011

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011 :

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 "Consolidation";
- IFRS 11 "Accords conjoints";
- IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités";
- IAS 27 révisée "États financiers individuels";
- IAS 28 révisée "Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises".

Autres normes :

- IFRS 7 amendée "Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers";
- IFRS 9 "Classification et évaluation des instruments financiers";
- IFRS 13 "Évaluation à la juste valeur";
- IAS 1 amendée "Présentation des éléments du résultat global";
- IAS 12 amendée "Recouvrement des actifs sous-jacents";
- IAS 19 amendée "Avantages au personnel".

Le Groupe ASF mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

B.2. Méthodes de consolidation

B.2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Aucune acquisition ni aucune cession ne sont intervenues sur le 1^{er} semestre 2011.

Les sociétés dont ASF détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés Escota, Radio Trafic FM (RTFM), Jamaican Infrastructure Operator (JIO), Truck Etape et Openly.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cela concerne les actions détenues dans les sociétés TransJamaican Highway et Axxès.

Les comptes consolidés ASF regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 1^{er} janvier 2011 :

	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger
<i>(en nombre de sociétés)</i>									
Intégration globale	6	5	1	6	5	1	6	5	1
Mise en équivalence	2	1	1	2	1	1	2	1	1
Total	8	6	2	8	6	2	8	6	2

B.2.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

B.2.3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

B.2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de financement à long terme (dont le remboursement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible) ou de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

B.2.5. Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle

Conformément à IAS 27 révisée, les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans changement de contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans des entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une opération de capitaux propres, sans impact sur le résultat.

B.3. Règles et méthodes d'évaluation

B.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les comptes consolidés de la période ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessous.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2);
- évaluations des engagements de retraite;
- évaluations des provisions;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19);
- valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

B.3.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

B.3.2.1. Évaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour l'exercice 2011 (y compris la fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

B.3.2.2. Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraites est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2011 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2010, ajustée le cas échéant des variations significatives des hypothèses de marché (actualisation, inflation et rendement des actifs), et de la comptabilisation des réductions de régime ("curtailment", "settlements") conformément à IAS 19.

C. Information sectorielle

Le Groupe ASF est géré en un seul segment d'activité, l'activité de perception du péage à laquelle sont rattachées les redevances annexes (d'installations commerciales, de locations de mise à disposition de fibres optiques, de stations de télécommunications, d'emplacements de parking PL).

D. Notes relatives au compte de résultat

D.1. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Variation 2011/2010	Exercice 2010
Chiffre d'affaires péages	1 442,6	1 389,5	3,8%	3 006,0
Redevances des installations commerciales	20,4	20,2	1,0%	44,2
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	11,3	10,9	3,7%	23,9
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 474,3	1 420,6	3,8%	3 074,1
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	427,1	281,6	51,7%	676,2
Total chiffre d'affaires	1 901,4	1 702,2	11,7%	3 750,3

La ventilation du Chiffre d'affaires en France et à l'Étranger et par société du Groupe est la suivante :

1^{er} semestre 2011

	Chiffre d'affaires réalisé en France					À l'Étranger		Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2011
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	1 134,6	308,0				1 442,6		1 442,6
Redevances des installations commerciales	17,0	3,4				20,4		20,4
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,4	1,5	0,7	0,1	1,2	8,9	2,4	11,3
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 157,0	312,9	0,7	0,1	1,2	1 471,9	2,4	1 474,3
Part dans le chiffre d'affaires réalisé en France	78,6%	21,3%	0,0%	0,0%	0,1%	100,0%		
Part dans le chiffre d'affaires total	78,5%	21,2%	0,0%	0,0%	0,1%	99,8%	0,2%	100,0%
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	349,8	77,3				427,1		427,1
Total chiffre d'affaires	1 506,8	390,2	0,7	0,1	1,2	1 899,0	2,4	1 901,4

1^{er} semestre 2010

	Chiffre d'affaires réalisé en France					À l'Étranger		Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2010
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires péages	1 092,6	296,9				1 389,5		1 389,5
Redevances des installations commerciales	17,2	3,0				20,2		20,2
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,1	1,6	0,6	0,1	0,9	8,3	2,6	10,9
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	1 114,9	301,5	0,6	0,1	0,9	1 418,0	2,6	1 420,6
Part dans le chiffre d'affaires réalisé en France	78,6%	21,3%	0,0%	0,0%	0,1%	100,0%		
Part dans le chiffre d'affaires total	78,5%	21,2%	0,0%	0,0%	0,1%	99,8%	0,2%	100,0%
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	239,5	42,1				281,6		281,6
Total chiffre d'affaires	1 354,4	343,6	0,6	0,1	0,9	1 699,6	2,6	1 702,2

Exercice 2010

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France						À l'Étranger		Chiffre d'affaires Exercice 2010
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator		
Chiffre d'affaires péages	2 382,8	623,2				3 006,0		3 006,0	
Redevances des installations commerciales	37,7	6,5				44,2		44,2	
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	10,8	3,1	2,1	0,2	2,5	18,7	5,2	23,9	
Chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	2 431,3	632,8	2,1	0,2	2,5	3 068,9	5,2	3 074,1	
Part dans le chiffre d'affaires réalisé en France	79,2 %	20,6 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %			
Part dans le chiffre d'affaires total	79,1 %	20,6 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %	
Chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires	568,6	107,6				676,2		676,2	
Total chiffre d'affaires	2 999,9	740,4	2,1	0,2	2,5	3 745,1	5,2	3 750,3	

D.2. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Chiffres d'affaires hors chiffre d'affaires travaux	1 474,3	1 420,6	3 074,1
Chiffre d'affaires travaux	427,1	281,6	676,2
Total chiffres d'affaires	1 901,4	1 702,2	3 750,3
Produits des activités annexes	2,9	4,1	7,5
Achats consommés	(13,7)	(15,0)	(32,1)
Services extérieurs	(86,4)	(71,8)	(185,5)
Personnel intérimaire	(1,7)	(1,4)	(4,2)
Sous-traitance et charges de construction des sociétés concessionnaires	(433,6)	(289,1)	(690,9)
Impôts et taxes	(195,4)	(188,8)	(390,8)
Charges de personnel	(174,4)	(180,8)	(360,7)
Autres produits et charges opérationnels	2,0	1,0	0,1
Amortissements(*)	(272,1)	(268,6)	(541,7)
Dotations nettes aux provisions (**)	8,5	(4,0)	19,8
Charges opérationnelles	(1 166,8)	(1 018,5)	(2 186,0)
Résultat opérationnel sur activité	737,5	687,8	1 571,8
% du chiffre d'affaires (***)	50,0 %	48,4 %	51,1 %
Païement en actions (IFRS 2)	(1,5)	(1,0)	(3,7)
Résultats des sociétés mises en équivalence	4,0	(0,7)	(0,7)
Résultat opérationnel	740,0	686,1	1 567,4
% du chiffre d'affaires (***)	50,2 %	48,3 %	51,0 %

(*) Y compris les reprises d'amortissements rattachées aux subventions d'investissement.

(**) Constituées des dotations et reprises au titre des provisions non courantes (voir note E.12.2. "Autres provisions non courantes") et des provisions courantes (voir note E.13.2. "Analyse des provisions courantes").

(***) % calculé sur chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires travaux des sociétés concessionnaires.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant effets des paiements en actions (IFRS 2) et du résultat des sociétés mises en équivalence.

Il s'établit à 737,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en progression de 7,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 (687,8 millions d'euros).

Le résultat opérationnel, après prise en compte des charges sur paiements en actions et du résultat des sociétés mises en équivalence, s'élève à 740 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (686,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010) en augmentation de 7,9 %.

D.3. Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Coût de l'endettement financier brut	(233,6)	(236,1)	(461,7)
Produits financiers des placements de trésorerie	0,4	0,6	1,3
Coût de l'endettement financier net	(233,2)	(235,5)	(460,4)
Autres produits financiers	28,4	19,3	41,3
Autres charges financières	(0,2)	(8,7)	(22,8)
Autres charges et produits financiers	28,2	10,6	18,5

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 233,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 est en amélioration de 2,3 millions d'euros (235,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010) (voir note 2.2 du rapport semestriel d'activité).

Les autres produits financiers intègrent notamment les coûts d'emprunts immobilisés sur les ouvrages du domaine concédé en cours de construction pour 28,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (18,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010), en hausse de 9,3 millions d'euros.

Les autres charges financières comprennent notamment les coûts d'actualisation relatifs aux actifs et passifs à plus d'un an pour un montant de 0,2 million d'euros au 1^{er} semestre 2011 (8,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Ces coûts d'actualisation portent pour l'essentiel sur les provisions pour engagements de retraites à hauteur de 2,5 millions d'euros de charges au 1^{er} semestre 2011 comme au 1^{er} semestre 2010 et les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés à hauteur de 2,3 millions d'euros de produits au 1^{er} semestre 2011 (6 millions d'euros de charges au 1^{er} semestre 2010).

D.4. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 186,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (161,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

Le taux effectif d'impôt est de 35,1 % sur le 1^{er} semestre 2011 comme sur le 1^{er} semestre 2010).

D.5. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002. La société n'a pas acheté ses propres actions. Enfin, la société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions pondéré à prendre en considération pour le calcul au 1^{er} semestre 2011 comme en 2010 du résultat par action tant de base que dilué est de 230 978 001. Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

E. Notes relatives au bilan

E.6. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts des infrastructures	Avances et Encours	Subventions d'investissements	Total
Valeur brute				
Au 01/01/2010	16 423,5	856,3	(284,3)	16 995,5
Acquisitions de l'exercice	54,5	674,9	(26,8)	702,6
Sorties de l'exercice	(2,5)			(2,5)
Autres mouvements	108,7	(132,5)		(23,8)
Au 31/12/2010	16 584,2	1 398,7	(311,1)	17 671,8
Acquisitions de l'exercice	13,8	448,4	(3,1)	459,1
Sorties de l'exercice	(0,6)			(0,6)
Autres mouvements	37,5	(48,3)		(10,8)
Au 30/06/2011	16 634,9	1 798,8	(314,2)	18 119,5
Amortissements				
Au 01/01/2010	6 207,7	0,0	(97,4)	6 110,3
Amortissements de la période	448,2		(7,6)	440,6
Sorties de l'exercice	(1,8)			(1,8)
Autres mouvements				0,0
Au 31/12/2010	6 654,1	0,0	(105,0)	6 549,1
Amortissements de la période	226,8		(3,9)	222,9
Sorties de l'exercice	(0,1)			(0,1)
Autres mouvements				0,0
Au 30/06/2011	6 880,8	0,0	(108,9)	6 771,9
Valeur nette				
Au 01/01/2010	10 215,8	856,3	(186,9)	10 885,2
Au 31/12/2010	9 930,1	1 398,7	(206,1)	11 122,7
Au 30/06/2011	9 754,1	1 798,8	(205,3)	11 347,6

Les investissements du 1^{er} semestre 2011 dans les nouveaux projets en concession par le Groupe ASF s'élèvent à 459,1 millions d'euros (702,6 millions d'euros pour l'année 2010).

Les coûts d'emprunts incorporés au 1^{er} semestre 2011 dans le coût des immobilisations du domaine concédé avant leur mise en service s'élèvent à 28,1 millions d'euros (40,8 millions d'euros pour l'année 2010).

Les immobilisations en cours du domaine concédé s'élèvent à 1 798,8 millions d'euros au 30 juin 2011 (1 398,7 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Les principales caractéristiques des contrats de concession relevant du modèle incorporel sont mentionnées dans la note D. " Note sur les principales caractéristiques des contrats de concession " du rapport financier annuel consolidé 2010. Les principaux engagements rattachés à ces contrats sont mentionnés en note F.17. " Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession " du présent rapport.

E.7. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Avances et encours sur Immobilisations corporelles du domaine concédé	Subventions d'investissements sur immobilisations corporelles du domaine concédé	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute					
Au 31/12/2010	1 911,2	133,5	(5,4)	7,1	2 046,4
Au 30/06/2011	1 936,4	150,5	(5,5)	7,1	2 088,5
Amortissements					
Au 31/12/2010	1 309,5	0,0	(5,1)	6,2	1 310,6
Au 30/06/2011	1 346,8	0,0	(5,1)	6,3	1 348,0
Valeur nette					
Au 31/12/2010	601,7	133,5	(0,3)	0,9	735,8
Au 30/06/2011	589,6	150,5	(0,4)	0,8	740,5

Les immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours non mises en service pour 150,5 millions d'euros au 30 juin 2011 (133,5 millions d'euros au 31 décembre 2010).

E.8. Participations dans les sociétés mises en équivalence

E.8.1. Variation au cours de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Valeur des titres en début d'exercice	5,7	5,8
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	4,0	(0,7)
Dividendes distribués		(0,9)
Écarts de conversion	(0,2)	0,1
Variation de périmètre ^(*)	1,3	
Provision pour risque		1,4
Valeur des titres en fin d'exercice	10,8	5,7

^(*) Suite à l'augmentation de capital de la société Transjamaican Highway (voir note E.8.2. "Informations financières sur les entreprises mises en équivalence").

E.8.2. Informations financières sur les sociétés mises en équivalence

Les participations concernant les sociétés mises en équivalence s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2011		30/12/2010	
	Transjamaican Highway	Axxès	Transjamaican Highway	Axxès
% de détention	12,6 %^(*)	35,5 %	34,0 %	35,5 %
Données financières en quote-part				
Chiffre d'affaires	1,6	152,1	8,7	267,1
Résultat opérationnel	4,3	0,8	4,4	1,6
Résultat net	4,1	0,5	(1,8)	1,1
Valeur des titres mis en équivalence				
Valeur nette des titres dans les comptes sociaux	6,2	2,7	6,2	2,7
Coût des titres dans les comptes sociaux	6,2	2,7	6,2	2,7
Autres informations au bilan en quote-part				
Capitaux propres	6,4	4,4	(1,4)	3,9
Actifs courants	1,2	68,8	6,6	84,8
Actifs non courants	22,6	1,0	58,2	1,1
Passifs courants	0,4	65,3	1,8	79,8
Passifs non courants	17,0	0,1	64,4	2,2
Endettement financier net	(16,0)	27,0	(58,1)	20,9

^(*) Suite à l'augmentation de capital de la société Transjamaican Highway intervenue le 13 janvier 2011 à laquelle la société ASF n'a pas souscrit, le pourcentage de détention initial d'ASF est passé de 34 % à 25,2 % et le pourcentage d'intérêts de 34 % à 12,6 %.

E.9. Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Titres de participation évalués à la juste valeur	3,9	4,1
Titres de participation non cotés	0,9	0,6
Actifs disponibles à la vente bruts	4,8	4,7
Dépréciation	0,0	0,0
Actifs disponibles à la vente nets	4,8	4,7
Prêts et créances au coût amorti	8,1	8,2
Total	12,9	12,9
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants ^(*)	154,8	156,5
Autres actifs financiers et juste valeur des produits dérivés actifs non courants	167,7	169,4

^(*) Voir note E. 15. "Informations relatives à la gestion des risques financiers".

Les actifs disponibles à la vente s'élevaient à 4,8 millions d'euros au 30 juin 2011 (4,7 millions d'euros au 31 décembre 2010). Ils concernent des titres de participations cotés pour 3,9 millions d'euros et des titres de participation non cotés pour 0,9 million d'euros dans les filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par le Groupe.

Les prêts à long terme et autres créances, évalués au coût amorti, s'élevaient à 8,1 millions d'euros au 30 juin 2011 (8,2 millions d'euros au 31 décembre 2010). Ils comprennent principalement des prêts correspondant à la participation des sociétés à l'effort construction.

La juste valeur des produits dérivés actifs non courants fait partie intégrante de l'endettement financier net (voir note E.14. "Informations relatives à l'endettement financier net").

E.10. Capitaux propres (hors paiement en actions)

E.10.1. Actions

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002 (voir note D.5. "Résultat par action").

E.10.2. Opérations constatées directement en capitaux propres (part du Groupe)

Les tableaux suivants détaillent par nature d'instruments financiers les mouvements sur ces éléments après impôts :

(en millions d'euros)		30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers disponibles à la vente			
Réserve à l'ouverture		0,8	1,3
Variations de juste valeur de la période		0,1	(0,5)
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	I	0,9	0,8
Couverture de flux de trésorerie			
Réserve à l'ouverture		(148,1)	(116,8)
Variations de juste valeur de la période		(6,8)	(40,1)
Éléments de juste valeur constatés en résultat		5,8	8,8
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	II	(149,1)	(148,1)
Réserve brute totale avant effet d'impôt à la clôture	I + II	(148,2)	(147,3)
Effet impôt associé		51,0	50,7
Réserve nette d'impôt		(97,2)	(96,6)

Les variations de juste valeur relatives aux opérations de couverture de flux de trésorerie inscrites en capitaux propres concernent principalement la couverture d'émissions d'emprunts futurs (mise en place de swap de taux d'intérêts à départ décalé). Ces opérations sont décrites en note C.16.1.3 "Description des opérations de couverture de flux de trésorerie" du rapport financier annuel consolidé 2010.

Au total, l'impôt associé aux éléments directement comptabilisés en capitaux propres a une incidence positive de 0,3 million d'euros au cours du 1^{er} semestre 2011 (à comparer à une incidence positive de 10,9 millions d'euros en 2010).

E.10.3. Dividendes

ASF a procédé au versement en mai 2011 d'un dividende 471,2 millions d'euros correspondant à la majeure partie des réserves et du résultat distribuables.

Les dividendes versés au titre des exercices 2010 et 2009 s'analysent de la façon suivante :

	2010	2009
Acompte sur dividende (versé en septembre 2010 au titre de 2010) (versé en septembre 2009 au titre de 2009)		
Montant (en millions d'euros) (I)	247,1	226,4
Par action en euros	1,07	0,98
Solde du dividende distribué (versé en mai 2011 au titre de 2010) (versé en mai 2010 au titre de 2009)		
Montant (en millions d'euros) (II)	471,2	383,4
Par action en euros	2,04	1,66
Dividende net global attribué à chaque action		
Montant (en millions d'euros) (I) + (II)	718,3	609,8
Par action en euros	3,11	2,64

E.10.4. Intérêts minoritaires

Aucune acquisition d'intérêts minoritaires n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2011.

E.11. Paiement en actions

Avantages en actions consentis par VINCI aux salariés du Groupe ASF

Depuis l'acquisition du Groupe ASF par VINCI au mois de mars 2006, les salariés d'ASF et d'Escota bénéficient régulièrement de plans d'options d'achat, de plans d'options de souscription, de plans d'actions de performance et du plan d'épargne groupe octroyés par la société mère VINCI.

La charge globale comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2011 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,5 million d'euros dont 0,6 million d'euros au titre du plan d'épargne groupe, à comparer à 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2010 dont 1,9 million d'euros au titre du plan d'épargne groupe.

Concernant le plan d'épargne groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'Assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport à une moyenne sur 20 jours de cours de bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement versé par leur entreprise plafonné à 3 500 euros par personne et par an. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS2 sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : 4 mois ;
- durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription.

E.12. Provisions non courantes

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2011	31/12/2010
Provisions pour engagements de retraite	E.12.1.	34,1	31,4
Autres provisions non courantes	E.12.2.	50,5	55,5
Total		84,6	86,9

E.12.1. Provisions pour engagements de retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent au 30 juin 2011 à 34,5 millions d'euros (dont 34,1 millions d'euros à plus d'un an) à comparer à 31,9 millions d'euros au 31 décembre 2010 (dont 31,4 millions d'euros à plus d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaires. La part à moins d'un an de ces provisions, de 0,4 million d'euros au 30 juin 2011 à comparer à 0,5 million d'euros au 31 décembre 2010, est présentée au bilan en autres passifs courants.

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2011 au titre des engagements de retraites est égale à 50 % de la charge projetée pour l'exercice 2011 déterminée de manière actuarielle au 31 décembre 2010. L'évolution de ces hypothèses au cours du 1^{er} semestre 2011 n'ayant pas d'impact significatif sur les comptes, aucun ajustement n'a été comptabilisé à ce titre.

E.12.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2011 et de l'exercice 2010, les autres provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la	Clôture
					part à moins d'un an non courant et divers	
01/01/2010	74,1	19,6	(10,3)	(23,7)	(0,7)	59,0
Autres avantages au personnel	58,4	5,7	(8,0)		0,6	56,7
Autres risques	18,7	7,1	(3,5)	(4,7)		17,6
Actualisation provisions non courantes	(0,7)	(0,5)				(1,2)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(17,4)				(0,2)	(17,6)
31/12/2010	59,0	12,3	(11,5)	(4,7)	0,4	55,5
Autres avantages au personnel	56,7	1,5	(3,2)			55,0
Autres risques	17,6	0,5	(1,7)	(0,2)		16,2
Actualisation provisions non courantes	(1,2)					(1,2)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(17,6)				(1,9)	(19,5)
30/06/2011	55,5	2,0	(4,9)	(0,2)	(1,9)	50,5

E.13. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

E.13.1. Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010	Variations 30/06/2011 - 31/12/2010	
				Variations du BFR liées à l'activité	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	9,6	9,2	9,1	0,5	
Clients	214,8	214,6	224,9	(10,1)	
Autres actifs courants d'exploitation	127,3	118,1	154,5	(27,2)	
Stocks et créances d'exploitation (I)	351,7	341,9	388,5	(36,8)	0,0
Fournisseurs	(58,7)	(46,1)	(74,6)	15,9	
Autres passifs courants d'exploitation	(355,9)	(373,8)	(364,1)	8,2	
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	(414,6)	(419,9)	(438,7)	24,1	0,0
Besoin en fonds de roulement (hors provisions courantes) (I+II)	(62,9)	(78,0)	(50,2)	(12,7)	0,0
Provisions courantes	(352,2)	(369,8)	(359,3)	(7,7)	14,8
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>(9,6)</i>	<i>(8,3)</i>	<i>(8,3)</i>	<i>(1,3)</i>	
Besoin en fonds de roulement (y compris provisions courantes)	(415,1)	(447,8)	(409,5)	(20,4)	14,8

E.13.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2011 et de l'exercice 2010, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
01/01/2010	325,8	102,0	(49,6)	(23,7)	1,9	356,4
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	338,4	62,4	(57,1)	(0,9)		342,8
Restructuration	1,2	0,7	(1,2)			0,7
Autres risques courants	8,2	3,2		(3,9)		7,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	8,6				(0,3)	8,3
31/12/2010	356,4	66,3	(58,3)	(4,8)	(0,3)	359,3
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	342,8	19,0	(26,8)			335,0
Restructuration	0,7		(0,7)			0,0
Autres risques courants	7,5	0,1				7,6
Reclassement part à moins d'un an non courant	8,3				1,3	9,6
30/06/2011	359,3	19,1	(27,5)	0,0	1,3	352,2

Les provisions courantes (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) sont rattachées directement au cycle d'exploitation, et concernent majoritairement les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

Les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés couvrent principalement les dépenses effectuées par ASF et Escota pour la réparation des chaussées (tapis de surface...), des ouvrages d'art et des ouvrages hydrauliques. Ces provisions concernent ASF pour 285,7 millions d'euros au 30 juin 2011 (295,2 millions d'euros au 31 décembre 2010) et Escota pour 49,3 millions d'euros au 30 juin 2011 (47,6 millions d'euros au 31 décembre 2010).

E.14. Informations relatives à l'endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

Catégories comptables	(en millions d'euros)	30/06/2011					31/12/2010				
		Non courant	Réf.	Courant(*)	Réf.	Total	Non courant	Réf.	Courant(*)	Réf.	Total
Passifs évalués aux coûts amortis	Emprunts obligataires	(3 773,1)	(1)	(125,5)	(3)	(3 898,6)	(3 775,1)	(1)	(130,9)	(3)	(3 906,0)
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	(5 618,2)	(2)	(257,7)	(3)	(5 875,9)	(5 624,2)	(2)	(788,7)	(3)	(6 412,9)
	Dettes financières long terme	(9 391,3)		(383,2)		(9 774,5)	(9 399,3)		(919,6)		(10 318,9)
	Autres dettes financières courantes			(1 040,4)	(3)	(1 040,4)			(110,0)	(3)	(110,0)
	Découverts bancaires										
	Comptes courants financiers passifs										
	I - Dettes financières brutes	(9 391,3)		(1 423,6)		(10 814,9)	(9 399,3)		(1 029,6)		(10 428,9)
<i>dont : Incidence des couvertures de juste valeurs</i>	<i>(150,1)</i>				<i>(150,1)</i>	<i>(152,2)</i>				<i>(152,2)</i>	
Prêts et créances	Comptes courants financiers actifs										
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur)	Actifs financiers de gestion de trésorerie			0,3	(6)	0,3		0,3	(6)	0,3	
	Équivalents de trésorerie			53,4	(7)	53,4		40,3	(7)	40,3	
	Disponibilités			45,5	(7)	45,5		13,5	(7)	13,5	
	II - Actifs financiers			99,2		99,2		54,1		54,1	
Dérivés	Instruments dérivés passifs	(68,6)	(4)	(30,5)	(5)	(99,1)	(60,6)	(4)	(38,6)	(5)	(99,2)
	Instruments dérivés actifs	154,8	(8)	83,8	(9)	238,6	156,5	(8)	87,3	(9)	243,8
	III - Instruments dérivés	86,2		53,3		139,5	95,9		48,7		144,6
Endettement financier net (I + II + III)	(9 305,1)		(1 271,1)		(10 576,2)	(9 303,4)		(926,8)		(10 230,2)	

(*) Part courante incluant les Intérêts Courus Non Échus.

Les dettes financières long terme ont diminué de 544,4 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2011.

Cette variation provient de la combinaison entre les amortissements contractuels et les nouveaux financements dont les plus importants sont les suivants :

Émission obligataire par ASF dans le cadre de son programme EMTN

Il n'y a pas eu d'émission obligataire durant le 1^{er} semestre 2011.

Remboursement d'emprunts souscrits auprès de la CNA par le Groupe ASF

Le Groupe ASF a remboursé au cours du 1^{er} semestre 2011, pour un montant de 498,5 millions d'euros, différentes lignes d'emprunts souscrites auprès de la CNA entre 1995 et 1999, à un taux de 5,9 %.

Autres événements

Au cours du 1^{er} semestre 2011, ASF a résilié la ligne de crédit non utilisée d'1 milliard d'euros Calyon à échéance 2012. En contrepartie, VINCI a porté sa ligne de crédit interne en faveur d'ASF de 1 milliard d'euros à 1,5 milliard d'euros.

Au 30 juin 2011, le Groupe ASF affiche un endettement financier net de 10,58 milliards d'euros (10,23 milliards d'euros au 31 décembre 2010).

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	Réf.	30/06/2011	31/12/2010
Emprunts obligataires	(1)	(3 773,1)	(3 775,1)
Autres emprunts et dettes financières	(2)	(5 618,2)	(5 624,2)
Dettes financières courantes	(3)	(1 423,6)	(1 029,6)
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	(4)	(68,6)	(60,6)
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	(5)	(30,5)	(38,6)
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(6)	0,3	0,3
Disponibilités nettes et équivalents de trésorerie	(7)	98,9	53,8
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	(8)	154,8	156,5
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	(9)	83,8	87,3
Endettement financier net		(10 576,2)	(10 230,2)

Les instruments dérivés actifs/passifs qualifiés de couverture sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs non courants pour la part à plus d'un an, et en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants pour la part à moins d'un an.

Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés au bilan en juste valeur des produits dérivés actifs/passifs courants quelle que soit leur maturité.

E.14.1. Ressources et Liquidités

Au 30 juin 2011, le Groupe disposait d'un montant de 2 099,2 millions d'euros de ressources disponibles, dont 99,2 millions d'euros de trésorerie nette gérée et 2 milliards d'euros constitués d'une ligne de crédit à moyen terme confirmée non utilisée.

E.14.1.1. Échéancier des dettes financières et des flux d'intérêts associés

Au 30 juin 2011, la maturité moyenne de la dette totale financière moyen/long terme du Groupe est de 6,5 ans (6,6 ans au 31 décembre 2010).

E.14.1.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Équivalents de trésorerie	53,4	40,3
Valeurs mobilières de placement (OPCVM)	45,7	33,5
Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine	7,7	6,8
Disponibilités	45,5	13,5
Découverts bancaires	0,0	0,0
Trésorerie nette	98,9	53,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante	0,3	0,3
Valeurs mobilières de placement (OPCVM) ^(*)		
Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine	0,3	0,3
Trésorerie nette gérée	99,2	54,1

(*) Part d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7.

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires ainsi que des titres de créances négociables (bons de caisse notamment) et des actifs obligataires. Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces actifs financiers ("équivalents de trésorerie" et "actifs financiers de gestion de trésorerie") sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

E.14.1.3. Lignes de crédit revolver

ASF dispose d'une ligne de crédit bancaire syndiquée d'un montant de 2 milliards d'euros à échéance décembre 2013 assortie de covenants financiers (voir note C.15.2.4 "Covenants financiers" du rapport financier annuel consolidé 2010).

Au 30 juin 2011, la ligne de crédit décrite ci-dessus n'était pas utilisée.

Le montant autorisé et utilisé et le profil de maturité de la ligne de crédit revolver d'ASF au 30 juin 2011, sont les suivants :

(en millions d'euros)	Utilisation au 30/06/2011	Autorisation au 30/06/2011	Échéance		
			< 1 an	de 1 à 5 ans	au-delà de 5 ans
Ligne de crédit revolving		2 000		2 000	
Total		2 000		2 000	

E.14.2. Covenants financiers

Certains contrats de financement comportent des clauses de défaut en cas de non-respect des ratios financiers décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2010 en note C.15.2.4 "Covenants financiers". Au 30 juin 2011, les ratios y afférents sont respectés.

E.14.3. Notations de crédit

Le Groupe dispose des notations suivantes au 30 juin 2011 :

Agence	Notation		
	Long terme	Perspective	Court terme
Standard & Poor's	BBB+	Stable	A2
Moody's	Baa1	Stable	P2

E.15. Informations relatives à la gestion des risques financiers

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le Groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport financier annuel consolidé 2010 en note C.16. "Informations relatives à la gestion des risques financiers". Les opérations de mise en place ou de dénouement d'instruments de couverture réalisées pendant la période ne remettent pas significativement en cause l'exposition du Groupe aux risques financiers potentiels sur le 1^{er} semestre 2011. Les principaux risques, risques de taux d'intérêt, risques de change et risques de crédit et de contrepartie sont décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2010 respectivement en notes C.16.1., C.16.2. et C.16.3.

F. Autres notes

F.16. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- les opérations avec la société VINCI et les sociétés contrôlées par VINCI (ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché).

Au 1^{er} semestre 2011, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2010 (ces dernières sont mentionnées en note E.19. " Transactions avec les parties liées " du rapport financier annuel consolidé 2010).

F.17. Obligations contractuelles attachées aux contrats de concession

Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, ASF et Escota se sont engagées à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'elles sont destinées à exploiter, en tant que sociétés concessionnaires. Les actifs correspondants s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
ASF	2 492,0	2 858,9
dont Lyon Balbigny	774,6	963,3
Escota	247,2	342,7
Total	2 739,2	3 201,6

Ces montants ne comprennent pas les travaux de maintenance des infrastructures concédées.

Les investissements du Groupe sont financés par tirage sur ses lignes de crédit disponibles, par souscription de nouveaux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou par émission sur le marché obligataire.

G. Litiges et arbitrages

La gestion des litiges, à l'exception de ceux relevant de la Direction des Ressources Humaines, est assurée par la Direction Juridique.

Le Groupe ASF est partie à un certain nombre de litiges dans le cadre de ses activités. À la connaissance de la société ASF, il n'existe pas de litige susceptible d'affecter de manière substantielle l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ASF. En outre, les litiges en cours ont fait l'objet, le cas échéant et compte tenu des couvertures d'assurance, de provisions pour des montants que la société estime suffisants en l'état actuel des dossiers correspondants.

H. Événements postérieurs à la clôture

Versement d'un acompte sur dividendes

Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers résumés semestriels consolidés au 30 juin 2011, le 25 août 2011 et décidé de verser un acompte sur dividende de 274 863 821,19 euros, soit pour chacune des 230 978 001 actions composant le capital social, un dividende de 1,19 euro, à valoir sur le dividende qui sera distribué au titre de l'exercice 2011 en cours.

Rapport annuel d'exécution

Le rapport annuel d'exécution du cahier des charges de la concession et du contrat de plan des sociétés ASF et Escota pour l'année 2010 a été remis au mois de juin 2011 à la Direction des Infrastructures de Transport. Les sociétés satisfont à l'ensemble de leurs engagements.

Rapport des Commissaires aux Comptes

sur l'information semestrielle

DELOITTE & ASSOCIÉS

185, avenue Charles-de-Gaulle – B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

KPMG Audit S.A.

Département de KPMG SA.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Autoroutes du Sud de la France (ASF)

Société Anonyme
Siège social : 9, place de l'Europe
92851 Rueil-Malmaison Cedex
France
Capital social : 29 343 640,56 euros

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2011

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Les Commissaires aux Comptes

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 août 2011

Deloitte & Associés

Mansour Belhiba

KPMG Audit

Département de KPMG SA.

Benoît Lebrun

Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel

Responsable du Rapport financier semestriel

Pierre Coppey, Président Directeur Général d'ASF S.A.

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Rueil-Malmaison, le 25 août 2011

Pierre Coppey

Président Directeur Général



Ce document a été imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier recyclable, exempt de chlore élémentaire, certifié PEFC, à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.

ASF

Siège social
9, place de l'Europe
92851 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 72 71 90 00
www.asf.fr